

CONFERENCE DE PRESSE DU 07/06/2019 SUR LA SITUATION SECURITAIRE PREOCCUPANTE DANS LA REGION DE l'AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS

Juin 2019

MOTIVATION

La conférence de presse est organisée dans le cadre de la campagne globale de lutte contre la violence armée et les violations des droits humains, en tenant compte de la situation sécuritaire préoccupante et la persistance de violences armées dans l'Est de la RDC (et au Burundi), conséquences fâcheuses et impact sur le quotidien des populations civiles locales.

Dans le cadre du plaidoyer pour la paix à travers la campagne globale contre la violence et les conflits armés dans la sous-région des Grands lacs, le bureau local de l'Organisation Non-Gouvernementale Colonie des Pionniers de Développement CPD a tenu en date du 07/06/2019 à l'Hôtel Panorama de Bukavu à l'Est de la République Démocratique du Congo, une conférence de presse devant un panel des journalistes pour tenter d'alerter l'opinion nationale et internationale sur la persistance des cas de violences armées dans la région de l'Est de la République Démocratique du Congo et au Burundi.



Freddy BYAMMONYI, le Directeur Exécutif (CPD Est de la RDC) a répondu aux questions des journalistes en rappelant que son organisation travaille depuis plusieurs années pour lutter contre cette forme des violences et appuie les communautés de base pour appliquer le principe de la résolution pacifique des conflits.

Questions posées:

1. Quel est l'impact du conflit armé dans l'est de la République Démocratique du Congo selon les rapports de terrain que vous avez à travers les antennes CPD qui fonctionnent en Province ?

R/ Il s'observe une recrudescence de la violence armée ces derniers temps dans notre Province du Sud-Kivu voire dans notre sous-région (Burundi). Cette situation reste croissante depuis 2015 dans le pays voisin et maintenant à l'est de la République Démocratique du Congo après les dernières élections dans notre pays, certaines communautés n'ont pas bien digéré les résultats du scrutin et ont laissé libre la possibilité aux groupes armés de reprendre les armes et opérer sans inquiétude dans certains villages.

2. Quelles sont les conséquences que cette recrudescence engendrait pour le vivre ensemble dans notre sous-région ?

R/ La CPD étant une organisation qui lutte contre toute forme de violence basée sur l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre, nous avons le devoir de dénoncer cette situation en rappelant aux groupes armés ayant déposé les armes de manière volontaire l'année passée de ne pas les reprendre.

Nous sommes en train de sensibiliser ceux qui ont repris les armes de pouvoir résoudre leurs différends par des voies pacifiques. Notre région des Grands lacs a longuement souffert de cette circulation abusive d'armes.

En dehors de la guerre, il s'observe encore des enlèvements (kidnappings) et pillages des agences de transport par des hommes en arme, vu les conséquences de celle-ci pour la paix dans notre région, il est donc impérieux que nous reprenions le dialogue.

3. Comment comptez-vous atteindre ces groupes armés encore actifs dans l'Est de la RDC ?

R/ Nous comptons sur la volonté du Gouvernement en collaboration avec la MONUSCO dans le programme de DDR, sur le soutien de nos membres au niveau régional et international, ainsi qu'au soutien de la population qui veut la paix et la sécurité pour tous.

4. Quelle est votre perspective d'avenir pour pallier cette situation?

R/ Nous comptons organiser une séance de sensibilisation avec nos partenaires pour voir dans quel sens nous pouvons contribuer à trouver une solution pacifique et durable.

La situation de prolifération des armes dans notre région des Grands lacs devient de plus en plus inquiétante vu le nombre de morts que cela occasionne chaque jour.

Il est donc impérieux que les gouvernements de notre sous-région en collaboration avec les organisations de la société civile initient le programme DDR inclusif pour permettre le désarmement volontaire d'armes à l'Est de la République Démocratique du Congo, en tenant compte de la situation conflictuelle des pays voisins.

Nous profitons de cette bonne occasion pour demander aux Etats de l'Afrique centrale et des Grands lacs de multiplier des efforts communs pour éradiquer et éliminer la violence armée qui favorise la pauvreté et la violation des droits humains dans notre sous-région.

Nous saisissons cette opportunité pour demander la communauté internationale de fournir des efforts monumentaux pour accompagner le processus de la construction et de la consolidation de la paix pour le bien du peuple.